

III

ACTIVITÉS

« HORS LES MURS »

Conférence « hors les murs »

Un Messin dans la Grande Guerre : l'intendant militaire Auguste Louis Adrian « père » du casque du poilu de 14-18

Pierre BRASME

Des grands généraux originaires de Metz et de la partie de la Lorraine annexée en 1871, ayant exercé un commandement ou joué un rôle majeur durant la Grande Guerre, nous connaissons surtout le Sarrebourgeois Charles Mangin, le Naborien Édouard Hirschauer, et les Messins Charles de Lardemelle¹ et Louis Ernest de Maudhuy, ces deux derniers ayant poursuivi leur carrière militaire comme gouverneurs de Metz. Auguste Louis Adrian, né à Metz le 29 août 1859, reste quant à lui un « illustre » inconnu, même s'il fut le père, le concepteur, l'inventeur en quelque sorte, du célèbre casque qui porte son nom.

Élément clé de l'équipement des soldats, le casque Adrian est devenu le symbole de leur vaillance et de leurs souffrances, et sa charge mémorielle est, un siècle après encore, intacte et incontestable – à preuve, l'intérêt et cette espèce de vénération que lui portent les collectionneurs d'objets de la Grande Guerre.

C'est en 1915 qu'il commence à équiper les armées françaises. 1915, c'est l'année de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente et de la Bulgarie dans le camp des Puissances centrales, l'année de l'expédition désastreuse des Dardanelles, et du début de la terrible guerre sous-marine, et surtout, sur le front français, des grandes offensives lancées par Joffre au printemps et à l'automne en Artois et en Champagne. Offensives sanglantes et contestées, mais qui font entrer le conflit dans une forme de lutte qui donne une place croissante aux matériels, aux procédés et aux techniques tueurs et destructeurs : artillerie, gaz de combat, mines notamment. Ce sont les grands débuts de la guerre industrielle hacheuse de vies.

La guerre des tranchées, avec l'obus brisant les crânes, impose aussi que le soldat soit désormais mieux protégé. Et c'est dans cette perspective, lors de

1. BRASME (Pierre), *Charles de Lardemelle (1867-1935). Le dernier des grands généraux messins*, Sarreguemines, éditions Pierron, 2008.



Auguste Louis Adrian dans la cour d'honneur des Invalides (1920).

Cliché Archives départementales de la Manche.

la seconde offensive de Champagne au mois de septembre 1915, que, après les avoir revêtus depuis plusieurs mois de l'uniforme bleu horizon, on équipe les combattants du nouveau casque qui, après les tentatives avortées des dernières années précédant la guerre, remplace enfin le képi au front. Un homme joue dans la mise en œuvre de cet équipement majeur un rôle de premier plan : Auguste Louis Adrian, qui lui donnera son nom.

Il est d'abord nécessaire de reconstituer à partir, pour l'essentiel, de son dossier personnel classé aux archives de Vincennes², la carrière d'Adrian, qui se serait achevée en 1913 si 1914 n'avait pas éclaté, d'abord dans le génie, puis à partir de 1898 dans les services de l'intendance militaire, dont il franchit les grades jusqu'à celui de sous-intendant de première classe (colonel). Admis à la retraite au printemps 1913, il reprend du service dès la mobilisation.

Et c'est durant la guerre qu'il va remplir diverses missions techniques portant sur le ravitaillement, l'habillement et le cantonnement des unités, missions qui aboutiront à des innovations essentielles comme les baraques, dites elles aussi « Adrian », et le fameux casque, mais d'autres encore au service des poilus, dont d'ailleurs certaines s'avèreront plus contraignantes que réellement protectrices, et seront abandonnées.

Enfin il faudra nous focaliser quelque peu sur le casque Adrian lui-même, qui deviendra, au-delà de son aspect proprement matériel et protecteur, un objet identitaire – il est le premier à faire reconnaître le poilu mais aussi les combattants de plusieurs des armées alliées – et un objet de culte national et de mémoire, que l'on retrouve sur beaucoup de nos monuments aux morts de la Grande Guerre, et d'ailleurs ici à Metz sur quelques-unes de nos statues.

2. SHD 15 Yd 276.

Adrian, du génie à l'intendance militaire (1859-1913)

Auguste Louis Adrian, né le 29 août 1859, est un fils de Metz. Il est l'un des nombreux officiers nés dans cette grande pépinière de gloires militaires que fut constamment, à travers les siècles, la cité messine. Certes, il n'est pas issu d'une vieille famille pourvoyeuse d'uniformes comme, pour ne citer qu'eux, les Lardemelle et les Maud'huy, mais il n'y est pas né non plus par le hasard du passage dans l'une des casernes de la ville d'un père venu de loin, comme ce fut le cas par exemple des futurs généraux messins Coupillaud, Etiévant ou Sicre. Son père, Jean Louis Adrian, est bien lorrain, puisqu'il est né en 1827 à Gerbécourt, alors en Meurthe³. Au moment de la naissance de son fils, il est caporal au 3^e régiment du génie à Chambière... une arme que choisira plus tard notre Adrian.

Précisons aussi qu'Auguste Louis est un enfant naturel... rien d'exceptionnel à cette époque, ni de réellement choquant, l'illégitimité étant relativement fréquente dans ces quartiers populaires de l'est de Metz où se côtoient militaires en goguette et filles couturières, repasseuses ou servantes. Et c'est justement une couturière originaire du Pas-de-Calais, Cornélie Joseph Bar, domiciliée en Vincentrue, qui va tomber sous le charme du caporal Adrian ; celui-ci épousera la mère le 16 décembre 1863 (il est alors sergent), et reconnaîtra en même temps Auguste Louis et ses deux sœurs cadettes : Louise Léonie (née en 1860) et Louise Émilie (1863) ; quatre autres enfants viendront agrandir la famille : Marie Louise (1865), Marie Agnès (1866), Adolphe Alexandre (1868) et Marie Clémentine (24 août 1870).

La défaite de 1870 et l'annexion contraignent la famille Adrian, comme beaucoup, à quitter Metz. D'abord pour le nord de la France, puisque c'est à Lille, le 2 mai 1872, que Jean Louis Adrian signe la déclaration d'option pour lui-même et ses enfants. Puis on trouve trace des Adrian à Saint-Omer, avant qu'ils ne partent pour le centre de la France, à Bourges, ensuite à Tours, où le père trouve un emploi de receveur du gaz. Jean Louis mourra en 1888, et son épouse en 1916.

C'est dans cette ville que le jeune Adrian fait ses études, au lycée Descartes (où avait étudié Honoré de Balzac durant quelques mois en 1814) et, en 1878, il est lauréat du concours général. Le 1^{er} novembre de la même année, il est admis à l'École polytechnique, dont il sort le 28 août 1880 avec le galon de sous-lieutenant, classé 107^e sur 235. Il intègre ensuite l'École d'application de l'artillerie et du génie de Fontainebleau, qu'il quitte le 1^{er} octobre 1882 avec le grade de lieutenant en second, mais avec un classement (32^e sur 40) qui ne peut guère lui faire espérer, et il en est conscient, une brillante carrière. Issu d'une famille modeste, il est néanmoins la preuve, sans être une exception, que la carrière des armes n'est pas fermée et réservée, comme on l'a trop souvent dit, à une caste.

3. Et non pas à Château-Salins comme l'indique l'acte de naissance du futur intendant militaire.

Sa carrière dans l'arme du génie débute dans le même régiment que son père, puisque le 31 octobre il intègre le 3^e régiment du génie, alors en garnison à Arras⁴. Adrian passe lieutenant en octobre 1883, quelques jours avant de partir pour l'École régionale du camp de Chalons, dont il revient au mois de mars 1884 pour prendre les fonctions d'officier de tir dans son régiment. Physiquement, c'est un homme de taille moyenne (1,70 m), aux cheveux châtain clair et aux yeux bleus ; sa fiche signalétique nous apprend aussi qu'il a la bouche moyenne, le menton rond et le visage ovale...

Promu capitaine en second le 12 février 1886, il passe, mais nous ignorons dans quelles conditions, de l'*arme* au *service* du génie, qui sont deux subdivisions d'arme distinctes. Il va faire les premières années de sa carrière dans différentes chefferies⁵. Il débute par celle de Cherbourg, où il travaille au programme d'édification des nouvelles casernes de la Manche, ainsi qu'aux ouvrages de défense des côtes, avant d'être nommé à Saumur le 15 novembre 1886 ; il y supervise la construction d'une écurie de 1000 chevaux et du magasin à fourrages. Le 10 octobre 1888, il est nommé à la chefferie de Rennes, où il reste trois ans. Le 23 janvier suivant, il épouse à Granville Marguerite Anna Marie Pigeon, la fille d'un chef de bataillon du génie en retraite, et la nièce d'un chanoine de Coutances alors très connu, Émile Pigeon, historien du département de la Manche et du Mont-Saint-Michel, qui d'ailleurs célèbre la messe de mariage. Deux enfants naîtront de cette union : Robert, mort en 1927, et Suzanne, née en 1911 et décédée en 2002, auteur d'un ouvrage historique sur la commune de Genêts (où est enterré Adrian) paru en 1996.

À partir du 1^{er} décembre 1891, Adrian est détaché à Saint-Malo pour les travaux de la défense des côtes, et il contrôle les travaux défensifs de l'île Cézembre, un îlot de 18 hectares situé en baie de Saint-Malo qui eut à partir de la fin du ^{xviii}e siècle une vocation militaire pour la défense de la cité malouine. Durant ces années, il est noté comme un officier actif, intelligent et zélé, d'un caractère résolu, aimant beaucoup son métier. Le 23 janvier 1893, il est promu capitaine en premier, puis part effectuer un stage au dépôt central de télégraphie et d'aérostation de Chalais-Meudon, durant lequel il réalise des études sur les applications industrielles de l'électricité et sur la télégraphie.

4. Une coïncidence qu'explique le général (2^e S.) Denis dans l'un des tomes de son incontournable *Garnison de Metz* : entre 1815 et 1870, comme pour l'artillerie, les trois régiments du génie permutaient régulièrement entre les garnisons de Montpellier, Metz et Arras, et c'est dans cette dernière ville que le 3^e restera sans interruption entre 1871 et 1914. Ce fut aussi le cas pour Nicolas Auguste Verlaine, qui passa d'Arras à Metz (où naquit en 1844 le futur poète) et à Montpellier avant de revenir sur les bords de la Moselle.

5. La chefferie est une unité technique et administrative du service du génie, qui a en charge l'aménagement et la gestion patrimoniale d'un territoire donné. Elle est composée d'officiers du génie, d'officiers administratifs, de commis et de gardes du génie. Les effectifs sont variables et dépendent principalement de la charge de travail et de la taille du territoire.

Au mois de mars 1895, il quitte Saint-Malo pour Marseille, où il embarque pour rejoindre l'état-major du génie du corps expéditionnaire de Madagascar (rappelons qu'une première expédition, en 1883, avait permis à la France d'obtenir le port de Diego-Suarez, et qu'une seconde, partie à la fin de 1894 avec 15 000 hommes, avait abouti à l'occupation de Tamatave et de Majunga). C'est dans ce port que le capitaine Adrian débarque le 3 avril 1895. Il a forcément croisé la route, mais dans quelles circonstances nous l'ignorons, du colonel du génie Joseph Joffre, chargé de la fortification de Diego-Suarez. Durant cette expédition, très dure pour les hommes, il contribue à l'amélioration du réseau routier, à l'édification de ponts et, déjà, de baraquements légers. Mais, atteint d'une perforation du tympan gauche à la suite d'une otite aiguë, souffrant comme des milliers d'hommes des contraintes du climat malgache, il est rapatrié en France au mois de décembre et mis en congé de convalescence à Paris. Cette expédition outre-mer aura été sa seule expérience opérationnelle, récompensée par la Légion d'honneur le 30 janvier 1896, et l'année suivante par la médaille commémorative de l'expédition de Madagascar.

Le 21 mai 1896, Adrian est affecté à l'état-major particulier de la chefferie du génie de Paris rive droite (il y avait deux chefferies à Paris, rive droite et rive gauche). Comme il l'avait fait dans ses affectations précédentes, il gère, surveille l'état des bâtiments et les entreprises qui ont les marchés, contrôle les chantiers, certifie la véracité des travaux effectués : il est donc plus administrateur que proprement militaire.

Le véritable tournant de sa carrière se situe à la fin de 1897, lorsque le capitaine Adrian décide de passer dans l'intendance militaire, ce qui n'a rien d'exceptionnel pour un officier venant du service du génie. Il suit durant plusieurs mois le cours spécial préparatoire pour le concours d'admission (les intendants venant d'une arme ou d'un service sont recrutés sur un concours difficile) et, le 19 mars 1898, il est nommé sous-intendant de 3^e classe (l'équivalent de commandant), et affecté comme chef de service à Valenciennes. Il fait paraître dans la *Revue de l'Intendance* des articles sur la recherche et l'utilisation des ressources dans le département du Nord.

Le 25 juillet 1901, après un passage à la première sous-intendance du gouvernement militaire de Paris, il est affecté à la direction de Vincennes. Ses travaux sont remarquables, notamment une étude sur l'alimentation de l'armée en temps de guerre qui, prévoyant une pénurie de fourrage, propose des produits de remplacement comme les radiceles, les drèches (résidus de la distillation des céréales), les pulpes desséchées et les mélasses : ce travail est cité au *Bulletin officiel* du 11 octobre 1901. En même temps, Adrian dispense des cours aux élèves-officiers du recrutement interne à l'intendance, issus des sous-officiers de ce service.

Le 8 juillet 1904, il passe sous-intendant de 2^e classe, l'équivalent de lieutenant-colonel : il a alors 45 ans. Le 24 décembre, il est affecté à la sous-intendance d'Arras. Durant l'été 1906, il participe, comme mandataire de l'État, à une première expertise dans l'affaire de la reprise par l'État du matériel

de la Compagnie des lits militaires. Le 25 juillet, il est à nouveau cité pour ses études sur les méthodes de vérification des comptes des corps de troupe et sur l'utilisation des ajoncs et des mélasses. Le 24 novembre, il revient à Paris, où il est affecté le 31 décembre à la 5^e direction du ministère de la Guerre, la direction de l'intendance militaire.

On peut lire dans son dossier personnel, à la date du 1^{er} février 1907, ces éloges signés de son supérieur : « Très bon officier du génie, excellent professeur, technicien très entendu, M. Adrian s'est montré, tant au cabinet de M. le sous-secrétaire d'État qu'à la 5^e direction, un administrateur prévoyant et habile. Sa valeur incontestable l'aurait conduit au plus haut grade si ce fonctionnaire était entré plus tôt dans l'intendance, mais il est tellement en retard aujourd'hui sur ses camarades de l'École polytechnique qu'il paraît équitable de réparer cette erreur de la destinée en inscrivant M. Adrian au tableau d'avancement et en lui donnant, à bref délai, un grade en rapport avec la situation qu'on lui a confiée. »

Quelques semaines plus tard, le 15 mars 1907, Adrian est nommé sous-directeur de l'intendance militaire au ministère de la Guerre. Il est chargé, par le sous-secrétaire d'État Henry Chéron⁶, de plusieurs missions, comme la surveillance relative à la fourniture de viandes à l'armée : sa réussite dans cette mission lui vaut d'être inscrit effectivement, le 15 avril 1908, au tableau d'avancement pour le grade de sous-intendant de 1^{re} classe (colonel), grade qu'il obtient le 25 décembre ; un avancement mérité on l'a vu, mais qui est appelé à se poursuivre : « M. Adrian arrivera certainement à une haute situation », écrit le directeur de l'intendance le 1^{er} février 1909. Le 3 janvier 1910 il est nommé à Nantes, mais il est en fait maintenu provisoirement le jour même en mission à Paris. Puis il est détaché en mission pour suivre à nouveau l'affaire des lits militaires relancée par un arrêt du Conseil d'État demandant une expertise complémentaire, mission dont il est récompensé en 1912 par l'élévation au rang d'officier de la Légion d'honneur.

Mais la carrière d'Auguste Louis Adrian se trouve contrariée et stoppée en 1910. En effet, il est rattrapé par ses problèmes de santé, latents depuis Madagascar : le 9 mai de cette année, il demande sa mise en non-activité, qui lui est accordée le 9 juillet.

Il se retire alors dans sa maison de Genêts, près de Granville, au nord de la baie du Mont-Saint-Michel. Toutefois, son état de santé est-il si grave que cela ? On peut s'interroger puisque, dès le mois de juin, il part pour le compte d'une société privée au Venezuela, où, dans le cadre d'une mission pour venir en aide aux éleveurs de la vallée de l'Orénoque dans la production et la conservation des viandes bovines, il expérimente des baraquements en bois préfabriqués et démontables, pouvant être installés sur place et résistants aux

6. Surnommé « le Gambetta de Normandie », Henry Chéron (1867-1936) exercera par la suite d'éminentes fonctions ministérielles, au Travail, à l'Agriculture, aux Finances et à la Justice. Il a été maire de Lisieux de 1894 à 1936.

ouragans : on l'aura compris, l'idée des « baraques Adrian » était née ! Auguste Louis Adrian va bientôt avoir l'opportunité de mettre ses idées au service de l'armée française.

Ravitaillement, habillement, cantonnements : un inventeur au service des poilus (1914-1918)

Le 2 août 1914, il est mobilisé dans le cadre auxiliaire de l'intendance ; après une mission d'inspection du ravitaillement en Beauce et en Touraine, il est appelé le 20 août au ministère de la Guerre comme adjoint au directeur de l'intendance. Du 9 au 20 septembre, il est en mission à Lille, où il réussit à sauver plus de 2000 tonnes de laines et une quantité considérable de draps, toiles et lainages. Entre temps, il demande à être réintégré dans l'armée d'active : il ne le sera que le 17 mai 1916, « pour services exceptionnels rendus pendant la guerre » – nous allons voir lesquels –, en même temps qu'il sera promu sous-intendant de 1^{re} classe et nommé à l'inspection générale de l'habillement. Le 14 février 1917 il est chargé d'une mission d'essais, de vérifications et d'expériences techniques, créée par le sous-secrétariat d'État des inventions. Il a encore des idées : ainsi conçoit-il un siège-tourelle blindé pour aviateur, et préconise-t-il l'emploi des algues pour remplacer l'avoine dans la nourriture des chevaux. C'est dans l'exercice de cette fonction qu'Adrian est promu au grade d'intendant militaire (général de brigade) le 26 juin 1917. Le 31 décembre de la même année, il est nommé inspecteur général des cantonnements au sous-secrétariat d'État de l'administration de la guerre, instituée par Clemenceau pour une durée de trois mois, en vue de vérifier le fonctionnement des services chargés de pourvoir aux besoins des troupes dans leurs cantonnements ; concrètement, il contrôle les services d'approvisionnement des armées. Une autre mission lui est confiée en avril 1918 : organiser le logement et l'installation des populations refoulées par l'avance allemande.

Ces jalons étant posés, interrogeons-nous sur l'œuvre réalisée par Adrian durant la Grande Guerre. Au mois d'octobre 1914, alors que l'on sait désormais que la guerre va durer et que les hommes dans les tranchées auront un hiver à vivre, Adrian fait adopter et fabriquer des chapes en peau de mouton, que les poilus appellent bien vite « la peau de bique ». Puis vient, étape transitoire entre le képi et le casque, la « cervelière », cette calotte métallique semi-sphérique (déjà en usage au Moyen Âge) destinée à protéger le crâne des petits éclats, mais non des balles et des gros éclats d'obus. La cervelière était emboutie d'une seule pièce dans une tôle d'acier de 0,5 mm d'épaisseur et d'un poids de 273 grammes, puis percée à sa base de deux trous opposés devant permettre de la coudre à l'intérieur du képi. Présentée en décembre 1914, adoptée en février 1915, la fabrication en est confiée à la société des coffres-forts Fichet et aux usines Japy de Beaucourt, près de Belfort. Dans l'urgence, faute d'autres

propositions, l'intendance passe commande de 700 000 de ces calottes, livrables dès le 10 mars. Mais, rapidement, on constate qu'il est assez difficile de placer la cervelière sous la basane du képi, comme le stipule le règlement. De plus, elle est très inconfortable et occasionne des maux de tête. Donc, très souvent, la calotte, baptisée « la cloche » par les soldats, est portée à même le crâne ou directement par-dessus le képi, inclinée vers l'avant ; beaucoup d'hommes ne l'utilisent pas, ou s'en servent comme gamelle ou récipient à munitions.

Adrian propose en 1915 d'autres équipements protecteurs, comme les lunettes pare-éclats (en fait davantage destinées à se protéger contre les projections de terre et de cailloux), les épaulières et les cuirasses abdominales, mais là aussi des innovations inopérantes et vite abandonnées. Les épaulières, constituées de huit lamelles en tôle d'acier insérées dans plusieurs épaisseurs de drap de récupération, ne sont pas une protection, mais sont destinées à atténuer la gêne, voire la souffrance, causée par les bretelles et courroies constituant le harnachement et reposant sur les épaules. La cuirasse abdominale, venue d'un autre temps, a été imaginée pour protéger des barbelés, des coups de baïonnettes et surtout des terribles éclats dans le ventre, véritable hantise des soldats ; néanmoins, d'ajustage difficile, elle gêne la marche, le lancement des grenades et le tir au fusil.

La baraque « Adrian » rendra de bien plus grands services. L'idée, on l'a vu, n'est pas survenue, comme pour les précédentes inventions ni même pour le casque, durant la guerre elle-même, puisque Adrian en avait déjà conçu le principe et la réalisation pendant la campagne de Madagascar puis, pour des besoins civils, au Venezuela en 1913. D'ailleurs, dans un courrier adressé au ministre de la Guerre le 1^{er} janvier 1916, l'inspecteur général de l'habillement, du campement et du couchage écrit : « Quant à la baraque, elle avait été imaginée antérieurement dans ses parties essentielles par le même fonctionnaire (Adrian), qui s'est borné à la mettre au point et à y réaliser quelques perfectionnements d'adaptation quand la pénurie de toile contraignit à recourir au bois pour la construction d'abris de campement dès novembre 1914. » C'est donc la pénurie de toile de tente qui est l'un des facteurs amenant l'État à opter pour la solution Adrian, et ceci dès l'automne 1914, donc encore une fois au tout début de la guerre de position. Mais il existe dans ce choix un autre facteur : il s'agissait de limiter l'hébergement de la troupe chez l'habitant, et de pallier la destruction de nombreux villages derrière le front.

Quelles sont les caractéristiques de la baraque Adrian ? Il s'agit d'une construction préfabriquée en bois, démontable et de construction rapide, prévue pour de multiples usages : casernement, bureau, magasin, hangar, atelier, salle de réception, ambulance et salle d'opération, salle de réception, voire logement pour les civils des régions dévastées. Certaines baraques peuvent être aménagées en écuries ou en docks. Le bâtiment est construit par la troupe elle-même, et non par des gens de métier ; une baraque peut être montée par six ou huit hommes, suivant un plan et un ordre de montage qui n'est pas sans annoncer le « kit » de montage que nous connaissons aujourd'hui, pour nos meubles par exemple. Le modèle de base a une longueur de 12 mètres,

une largeur de 6,70 m et une hauteur centrale de 3,70 m. Mais il est possible d'ajouter des travées en enfilade, de sorte que la longueur totale peut atteindre 30 mètres, ce qui permet de loger 73 hommes : 60 le long des parois et 13 au milieu. Des appuis excentrés sortant du bâti, sortes de contreforts, assurent une bonne stabilité à l'ensemble. Les baraques sont en principe sans gouttière et recouvertes de toile goudronnée ou de carton bitumé, parfois de tôle ondulée.

Pour construire ses baraques (on en comptera 40 000), Adrian mobilise près de 200 sociétés de menuiserie privées, mais il lui sera reproché, dans un rapport du mois de mai 1917, de ne pas avoir fait appel à la concurrence : « On a recherché ou fait rechercher dans les diverses régions, est-il noté dans ce rapport, les industriels susceptibles d'assurer la fourniture, et on a traité de gré à gré avec eux. »

Que sont devenues ces baraques ? Après la guerre, un grand nombre d'entre elles ont été mises aux enchères par le service du génie, et reconverties pour un usage civil, hangar de matériel agricole, mairies, écoles par exemple. Dans les régions dévastées, où l'on en construit des milliers, elles ont surtout permis de reloger provisoirement les habitants en attendant la reconstruction (mais il ne faut pas les confondre avec les baraquements de l'administration des régions libérées qui sont différentes et mieux conçues pour la vie des familles).

Le système des baraques en bois existe-t-il dans l'armée allemande ? Le modèle standardisé, mais non exclusif, est la baraque *Döcker*, permettant l'installation rapide d'hôpitaux dans l'arrière-front (par exemple à Chambley, Vigneulles-lès-Hattonchâtel, Rembercourt-sur-Mad, etc.), et parfois utilisée dans les camps de prisonniers.

En quelques mois, grâce à son esprit novateur et inventif, Adrian a largement contribué, non pas au mieux-être du soldat – car dans l'univers des tranchées cette expression n'a aucunement sa place – mais à une meilleure protection face aux conditions nouvelles de la guerre et aux dangers nouveaux. Pourtant, la protection essentielle reste celle offerte par le casque auquel l'histoire donnera vite son nom.

Un objet identitaire, un objet de culte national et de mémoire : le casque du poilu

Avant 1914, à plusieurs reprises, on s'était préoccupé de modifier l'uniforme des soldats, et de les doter d'un casque en remplacement du traditionnel képi. Ainsi, en 1902, un casque chromé avait été mis à l'essai pour les artilleurs, sans résultat. En 1906, en même temps que l'on avait songé à un uniforme gris bleu, plusieurs types de coiffe avaient été conçus, dont l'un semblable au casque colonial, mais les essais, dans deux compagnies d'infanterie, n'avaient pas été concluants. Autre tentative en 1911, avec un casque en liège couleur réséda surmonté d'un cimier métallique amovible, mais qui restera sans suite.

L'année suivante, le peintre militaire Édouard Detaille propose un casque d'infanterie, qui aurait pu être le casque des fantassins de 1914. C'est un casque en cuir bouilli d'environ 550 grammes, formé d'une calotte hémisphérique d'une seule pièce percée en son sommet de deux ouvertures de forme triangulaire, avec un cimier en laiton, une visière et un couvre-nuque concaves. Mais ce casque, appelé *bourguignotte* (du nom d'un casque métallique utilisé entre le ^{xiv}e et le ^{xvii}e siècles)⁷, est réservé à la grande tenue car il est considéré comme trop lourd pour la tenue de campagne. Présenté au public lors de la revue du 14 juillet 1912, il ne reçut pas un accueil chaleureux, comme le rapporte le journal *Le Temps* du lendemain : « Le public parisien n'a pas fait à ces tenues un accueil bien enthousiaste et n'a peut-être pas eu tort. Le casque, même sans pointe, a évoqué dans son esprit les cruels souvenirs de l'Invasion allemande. Gardons le képi qui est pour ainsi dire la coiffure nationale, changeons sa couleur si l'on veut, et laissons dormir toutes ces tenues. »

Finalement, en août 1914, l'infanterie monte au front avec le képi, le pantalon garance, la capote bleue, les guêtres et les brodequins en cuir... en attendant un casque enfin adapté à la guerre moderne.

Dans l'histoire du casque du poilu, l'intendant militaire Adrian est au début de la chaîne, puisqu'il en est le concepteur, du moins l'un des concepteurs. Mais l'initiative de doter les soldats d'un couvre-chef solide n'est pas vraiment la sienne, c'est celle de Joffre, même si c'est le nom d'Adrian que l'histoire a retenu, ce qui est tout à fait légitime.

Rappelons d'abord que, depuis août 1914, les esprits avaient été frappés par le grand nombre d'hommes en képi et pantalon rouge tués et blessés par les éclats d'obus ennemis, et par le fait que, dans trois quarts des cas, les hommes étaient touchés à la tête, car ils étaient insuffisamment protégés par leur képi, qui était encore, à peu de choses près, celui de 1870. Nous l'avons vu, l'adoption de la cervelière avait permis au début de 1915 d'assurer une meilleure, quoique relative protection, ce qui permit une diminution de ce type de blessures, que le casque Adrian devait encore notablement réduire.

Or, en même temps que l'on dote les hommes de la cervelière, dont chacun sait que ce n'est pas la panacée, on commence à réfléchir à l'adoption d'un casque d'acier. Sur la recommandation de Joffre, le ministre de la Guerre Alexandre Millerand décide le 21 février 1915 de lancer la réflexion. Trois prototypes sont présentés, dont celui proposé par les entreprises Franck et Siraudin, qui est rejeté d'emblée car, fabriqué en acier trempé, il peut se fracasser à l'impact et se révéler dangereux ; on se tourne alors vers le modèle proposé par le peintre militaire Georges Scott, réputé pour ses dessins dans

7. *La Bourguignotte* est aussi le nom d'un journal de tranchée paru à partir de 1915, d'abord appelé *La femme à barbe*, et qui adopta rapidement ce nouveau titre : « Ainsi, expliquaient les rédacteurs, s'appelait autrefois au temps où guerroyaient les Ducs de Bourgogne, le casque qui coiffait leurs gens d'armes, vos ancêtres, et qui inspira le modèle du nouveau casque d'infanterie dont vous allez être dotés. »



L'atelier de fabrication du casque Adrian aux usines Japy de Beaucourt : au centre, un casque à la main, Louis Kuhn.

Cliché Musée Japy à Beaucourt.

l'Illustration et qui avait déjà réfléchi à la question avant la guerre, mais il est jugé trop complexe, et d'ailleurs les délais de fabrication seraient trop longs. On se tourne vers une autre version, plus simple, inspirée du casque des pompiers, conçue d'après les indications d'Adrian par Louis Kuhn, chef de l'atelier d'agrafage mécanique des usines Japy de Beaucourt, près de Belfort. Le modèle est présenté à Joffre le 13 avril, et accepté le 21 mai. Le 5 juin il est commandé à 1 600 000 exemplaires aux usines Japy de Paris et de Beaucourt.

Cependant, vite dépassé par l'ampleur de la tâche, Adrian fait appel à d'autres entreprises de ferblanterie, comme la Compagnie Coloniale, Le Jouet de Paris et la Société des Phares Auteroche. Le 3 juillet, 30 000 casques du modèle dit « Adrian Mle 1915 » sont prêts et, après quelques essais en première ligne, la distribution à grande échelle commence à la mi-août. Au cours de la première année, plus de 7 millions d'exemplaires sont fabriqués, au rythme d'abord de 25 000 par jour, puis de 55 000, car il faut désormais répondre aux commandes de l'Italie, de la Belgique, de la Serbie et de la Russie, en attendant la Roumanie.

En décembre 1915, une mission française se rend à Petrograd pour demander au tsar Nicolas II de l'aide afin de soulager le front occidental. Le quartier général russe accepte la requête française, avec l'envoi de sept régiments dès le début de l'année 1916, mais la France devra toutefois se charger de leur équipement. À leur arrivée, ces hommes seront tout naturellement équipés de casques Adrian Mle 1915, peints de couleur marron comme leur uniforme, et ornés d'un attribut représentant les armoiries impériales. Après la guerre, notamment à partir de 1924 et jusque



Le roi des Belges Albert I^{er}.
Cliché Pierre Brasme.

dans les années 30, l'armée soviétique conservera ce casque, avec pour emblème frontal une étoile contenant la faucille et le marteau.

L'Italie, qui entre en guerre au moment où commence la fabrication du casque Adrian, possède déjà son propre casque, fabriqué par les usines Farina à Milan. Jugé très inconfortable et d'une efficacité douteuse par la troupe, le gouvernement décide de passer commande à la France de son nouveau casque, dont les troupes transalpines commencent à être équipées à partir de l'automne 1915. En 1916, l'Italie se met à fabriquer son propre casque, dont seront équipés deux ans plus tard les 60 000 hommes des Troupes Auxiliaires Italiennes en France (les T.A.I.F.), chargés de travaux derrière le front, et les soldats du II^e corps d'armée qui combattront en Argonne et en Champagne, notamment à Bligny.

Concernant la Belgique, le baron Broqueville, alors ministre de la Guerre, ordonne en octobre 1915 l'adoption du casque Adrian, qui commence à équiper l'armée belge le 15 novembre. Le plus célèbre porteur belge du casque est le roi Albert I^{er}, le « roi-chevalier », dont le buste du sculpteur messin Paul Niclausse orne depuis 1936 le terre-plein central de l'avenue Foch.

Ainsi, tant en France que chez ses alliés, l'automne 1915 voit la généralisation du casque Adrian. Cependant, les Anglais, qui le trouvent insuffisamment solide et trop complexe à fabriquer, lui préfèrent le casque dit Brodie, surnommé « assiette à soupe » ou « plat à barbe », qui sera distribué à partir du printemps 1916 puis, en 1917, dans une version très proche, dotera les troupes américaines.

Il n'est pas inutile de rappeler ce qu'il en est des troupes allemandes. Le vieux casque à pointe prussien en cuir bouilli, qui remonte à 1843, est remplacé à partir de février 1916 par le célèbre *Stahlhelm*, le lourd casque d'acier. Dès l'été 1915, le médecin August Bier (1861-1949) avait suggéré le développement d'une protection efficace pour la tête, que conçoit le professeur Friedrich Schwerd (1872-1953) et qui, après huit mois d'études poussées menées par les services de l'institut technique de Hanovre, équipera les troupes allemandes ; d'un poids de 1,300 kg, le double de l'Adrian, ce casque (M. 16) protégeait beaucoup mieux que celui-ci le visage, le crâne et la nuque. Les premiers sont distribués vers la mi-février 1916, mais leur usage est vraiment attesté à partir

d'avril et se généralise à partir de juin-juillet devant Verdun, puis dans la Somme ; mais, au printemps 1917, il y a encore des troupes combattantes qui ne les ont pas reçus dans les secteurs calmes⁸.

Revenons au casque Adrian français Mle 1915, afin d'en définir rapidement, sans entrer dans le détail comme le ferait un collectionneur, les aspects purement techniques.

Le casque est fait d'acier doux (à très faible teneur en carbone) d'une épaisseur de 7/10^e de mm, et pèse de 670 à 750 grammes suivant la taille (il y en avait trois, A, B et C, divisées en neuf sous-tailles). Il est donc plus léger que les casques allemands et britanniques. Le modèle usuel est constitué de quatre pièces métalliques : la bombe, élément essentiel, et trois éléments fixés par des rivets (la visière à l'avant, la nuquière à l'arrière et le cimier au-dessus), auxquels il faut ajouter la jugulaire en cuir.

À l'intérieur du casque se trouve une coiffe en cuir, séparant la bombe du crâne du soldat. Elle est constituée d'une seule pièce, mais taillée en 7 morceaux appelés « dents de loup », troués et rivetés pour permettre le passage d'une cordelette.

À l'avant du casque est fixé l'insigne de l'arme. Le plus répandu était bien sûr celui de l'infanterie : une grenade explosant surmontée d'une flamme, estampillée des initiales « RF » pour « République Française ». Pour l'artillerie : une grenade brochant sur deux canons croisés ; pour les chasseurs alpins et les chasseurs à pied : un cor de chasse ; pour le génie : une cuirasse et un pot-en-tête ; pour le service de santé : un caducée ; pour l'intendance : le faisceau des licteurs ; pour les troupes d'Afrique du Nord, y compris les zouaves : le croissant ; pour la marine : une ancre ; pour l'infanterie coloniale : une grenade et une ancre ; pour les gendarmes prévôtaux : une grenade blanche ; etc.

Les premiers casques sont peints en bleu brillant. Cependant, il apparaît rapidement que les reflets du soleil en font d'excellentes cibles ; alors il arrive aux soldats de les passer à la boue (qui ne manquait jamais dans les tranchées !), puis une peinture mate est distribuée aux unités, ainsi que des couvre-casques de tissu. Le 3 juin 1916, à la demande de Joffre, les casques en service reçoivent par mesure d'ensemble une peinture terne destinée à en dissimuler la visibilité. Les casques en cours de fabrication subissent quant à eux une transformation : cuits plus longtemps durant la chaîne de montage, ils prennent une teinte qui tend à devenir gris fer au lieu de gris-bleu, ce qui les rend moins visibles et moins luisants au soleil.

8. Le type initial de 1916 subit quelques modifications. Un second modèle apparaît à la fin de 1918, mais il n'est que faiblement distribué sur le front, en raison de la proximité de la fin du conflit. Le modèle 1935, de taille plus réduite mais plus résistant, sera le *Stahlhelm* de la Seconde Guerre mondiale : utilisé par l'armée allemande, il sera également repris par de nombreux pays.



Le Poilu libérateur.

Cliché Pierre Brasme.

Le casque Adrian sera utilisé par l'armée française après 1918 et durant la campagne de 1939-40. Il ne s'agira plus alors du modèle Adrian 1915, mais du modèle 1926 (il y avait eu un modèle intermédiaire en 1923), qui sera distribué jusqu'en 1950. C'est la version améliorée de l'Adrian d'origine, avec un acier au manganèse, plus lourd (1 kg à 1,200 kg suivant la taille), et de couleur kaki brun dit « chocolat » puis kaki vert.

Finalement, le casque Adrian aura sauvé bien des vies, et c'est là l'essentiel. Imaginons l'enfer de Verdun ou la boucherie du Chemin des Dames avec le képi de 1914 ! Combien d'hommes auraient perdu la vie sans ce casque protecteur ! Il est indissolublement lié au combattant français de 14-18, qu'il identifie non seulement durant la guerre, mais dans le souvenir et la mémoire nationale, au même titre que le terme même de Poilu.

D'ailleurs, de très nombreux monuments aux morts de la Grande Guerre ne représentent-ils pas, coiffé de son casque, ce combattant devenu un héros de notre histoire nationale ? En Alsace et en Moselle, dont les enfants ont combattu pour la plupart sous un autre uniforme que le bleu horizon, cette représentation du poilu est surtout un hommage à la France libératrice, et procède d'un mouvement de gratitude à son égard, comme l'a montré Laurette Michaux dans une communication à l'Académie sur « Les monuments aux morts de la Grande Guerre en Moselle⁹ ».

Le meilleur exemple en est, à Metz peut-être plus qu'ailleurs, avec notre célèbre *Poilu libérateur*, dressé à l'extrémité de l'Esplanade à l'emplacement de la statue de Guillaume I^{er}, dont Christiane Pignon-Feller a évoqué l'histoire lors du colloque organisé par l'Académie le 21 mars 2015, dans le cadre de sa contribution « Les sept Poilus de Metz ou les souvenirs de la Grande Guerre

9. *Mémoires de l'Académie nationale de Metz*, 2014, p. 127-146.

dans l'espace public messin¹⁰ ». De nombreux Messins, de nombreux visiteurs ont pu voir et photographier ce Poilu massif, œuvre d'Henri Bouchard inaugurée en 1956 après une histoire mouvementée, qui fait partie du paysage de notre belle Esplanade, au même titre que le *Cheval à l'amble* de Christophe Fratin, *La Source* et le *Maréchal Ney* de Charles Pêtre ou, derrière le palais de Justice, le *La Fayette* de Claude Goutin. Si beaucoup savent que le casque surmontant sa tête porte le nom de celui qui en fut à l'origine, combien savent qu'il est né à Metz ?

Le casque Adrian n'orne pas seulement les statues des poilus, il surmonte également d'autres symboles de la Grande Guerre, par exemple les bornes, à commencer par celles de la Voie Sacrée.

Les combats de 1916 à Verdun sont devenus, chacun le sait, le symbole de l'effroyable effusion de chair et de sang de 14-18. Le champ de bataille était alors alimenté par un flot continu d'hommes et de matériels, la fameuse *noria*, grâce à la seule voie directe, la route de Bar-le-Duc à Verdun, qui fut d'abord baptisée du nom de « Route Sacrée » par Maurice Barrès, puis « Voie Sacrée » par des journalistes du *Quotidien* et de *L'Écho de Paris*, et par un officier du train, Camille Mayran. Le 21 août 1922, à Bar-le-Duc, Poincaré inaugure la première des cinquante-six bornes kilométriques jalonnant la voie jusqu'à Verdun : c'est durant son discours qu'il attribue, par erreur ou ignorance (« je crois »), la paternité de la dénomination de « Voie Sacrée » à Maurice Barrès. Le 30 décembre 1923, celle-ci devient route nationale. Ces bornes, blanches et rouges, sont surmontées d'un casque Adrian, avec une palme (symbole de la victoire) surmontée de l'inscription « Voie Sacrée ».

Nous avons ensuite les bornes Vauthier, dites « bornes du front ». Entre 1921 et 1927, à l'initiative du Touring Club de France et de son homologue belge, 118 monuments sont érigés (96 en France, 22 en



La borne Vauthier du Bois-le-Prêtre.
Cliché Pierre Brasme.

10. Metz, *De l'Allemagne à la France. Mémoires de la Grande Guerre*, Gérard Klopp éditeur, Académie nationale de Metz, 2015, p. 383-400.

Belgique), pour marquer des lieux importants de la Grande Guerre ; en France, elles marquent la limite de l'avance allemande au lendemain de la grande offensive de 1918, le 18 juillet. Hauts de 1,25 m, ces monuments ont été conçus par le sculpteur parisien Paul Moreau-Vauthier (1871-1936). Si, en Belgique, on trouve trois versions différentes (française, britannique, belge), essentiellement distinguées par le casque des combattants, en France, seule la version française est présente. Sur les côtés de la stèle sont figurés des éléments de l'équipement du soldat (masque à gaz, gourde, etc.) et une inscription : « Ici fut arrêté l'envahisseur, 18 juillet 1918 », associée au lieu où se trouve l'édifice. Le choix des sites fut confié au maréchal Pétain. Une partie des bornes a été détruite, pendant la Seconde Guerre mondiale ou du fait d'accidents de la route. Il en reste aujourd'hui 94, dont 30 en Lorraine (12 en Meurthe-et-Moselle dont une au cœur du Bois-le-Prêtre, 12 dans la Meuse, 3 dans les Vosges).

On voit donc le casque Adrian partout, et partout il évoque le sacrifice des poilus. Il était donc juste, à l'occasion du centenaire de 1915, de rendre hommage à son concepteur, Auguste Louis Adrian, dont il nous reste à évoquer maintenant la fin de la carrière.

Une fin de carrière désabusée

Les services rendus par Adrian sont récompensés, le 28 octobre 1915, par la cravate de commandeur de la Légion d'honneur et, le 16 juin 1920, par la plaque de grand-officier. Pourtant, Auguste Louis Adrian vit difficilement les dernières années de sa carrière, car il est persuadé être victime d'une sorte de disgrâce imméritée.

Rappelons d'abord que, le 28 mai 1916, en raison des services exceptionnels qu'il a rendus, il a été réintégré dans l'armée d'active et nommé à l'inspection générale de l'habillement, sous l'autorité de l'intendant général Laurent. Or, le 20 juin, le même Laurent dépose un rapport ayant comme point de départ la réclamation d'un fournisseur convaincu par l'inspection du Travail d'avoir prélevé indûment des sommes considérables sur le salaire de ses ouvrières ; le rapport propose de supprimer les services créés par Adrian et dirigés par lui. Une seconde enquête, confiée au contrôleur général Bossut, aboutit le 12 novembre à un second rapport, qui formule à l'encontre d'Adrian, tout en reconnaissant ses mérites, un certain nombre de critiques, et fait les mêmes propositions : le 26 novembre, la section de l'habillement est supprimée ; les baraques passent au service du génie, et les casques et cuirasses à une autre section. Un troisième rapport, daté du 11 mai 1917, rédigé par le contrôleur général Crétin, met l'accent sur des erreurs de gestion, notamment l'absence d'appel à la concurrence pour la fabrication des baraquements, dont Adrian s'estimait le dépositaire du brevet d'invention.

Adrian est très affecté par ces mois d'enquête et de suspicion. Le 1^{er} mai 1917, il écrit au sous-secrétaire d'État de l'administration de la Guerre René Besnard : « Pendant cette longue période, mes efforts et mon initiative ont été

entravés ; les services que j'avais improvisés et qui fonctionnaient dans des conditions exceptionnelles de rapidité, de bonne exécution et d'économie ont été disloqués. Il en résulte l'impression d'une disgrâce profondément imméritée, où mon honorabilité se trouve engagée, et qui serait de nature à décourager ceux que ne rebutent pas la recherche du progrès et l'acceptation consciente des responsabilités. »

Tout ceci n'empêche pas Adrian de poursuivre ses travaux, notamment, depuis le 14 février 1917, comme chargé d'une mission d'essais, de vérifications et d'expériences techniques, fonction dans laquelle il est promu au grade d'intendant militaire le 26 juin. Le 31 décembre, il est nommé inspecteur général des cantonnements.

Le 13 août 1918, il est placé dans le cadre de réserve par la commission de rajeunissement des cadres prévue par la loi du 10 avril 1917, au motif qu'il n'aurait pas « l'autorité morale nécessaire pour rester dans le cadre actif ». Estimant que son dossier n'a pas été examiné avec objectivité, et qu'il a été influencé par le rapport Laurent, Adrian demande l'annulation du décret pour vice de forme. Grâce à la contre-enquête menée par le sous-secrétaire d'État à la Guerre Léon Abrami¹¹, il obtient gain de cause et se trouve réintégré par décret du 2 mars 1919. Mais cette réintégration n'est qu'éphémère puisque, le 29 août, il est placé définitivement dans le cadre de réserve, avec effet au 24 octobre.

Le 2 février 1924, Adrian demande à être promu au grade d'intendant général (général de division) mais se voit refuser cette promotion, malgré l'appui du directeur de l'intendance du ministère de la Guerre, qui met en avant « les services éminents rendus par ce haut fonctionnaire » et « la notoriété qu'il s'est acquise par la création du casque et des baraques qui portent son nom ».

Voilà donc le long cheminement d'Auguste Louis Adrian, ce fils de Metz qui aura, à sa manière, joué durant la Grande Guerre un rôle qui l'honore et, indirectement, honore notre cité. Certes il ne commanda pas au feu, comme ses compatriotes messins Charles de Lardemelle, Louis-Ernest de Maud'huy, François Berthélémy ou Ernest Etiévant, dont les hommes ont porté le casque Adrian ; mais, à sa manière, modestement et indirectement, il apporta sa contribution à la victoire de la France.

Ce long chemin s'achève à Joinville-le-Pont le 8 août 1933 à l'âge de 73 ans. Après avoir été enterré à Avranches, il est inhumé au cimetière de Genêts, dans la tombe familiale. Un casque de granit rappelle simplement que là repose celui qui, grâce à son inventivité, épargna la vie de milliers d'hommes.

11. Léon Abrami (1879-1939) avait appartenu en 1914 au détachement de patrouilleurs commandé par André Maginot, et avait participé avec lui à des actions dans la Woëvre.



La tombe d'Auguste Louis Adrian à Genêts.

Cliché Ville de Genêts.

Conclusion

Il nous reste à formuler le vœu qu'un jour la Ville de Metz retrouve la mémoire d'Auguste Louis Adrian en lui rendant sa rue. *Rendant*, et non *donnant*, puisque celle qu'il possédait depuis le mois de mars 1947 à Metz-Nord, et qui desservait un groupe de... baraquements, lui a été enlevée en 1963 lors de l'aménagement de la rue Anne-Marie Steckler non loin de l'actuel lycée René-Cassin, mais nul n'a jamais songé à la lui rendre ! On débaptise parfois une rue parce que l'on s'est rendu compte après coup que cela n'est plus mérité (ou que ce n'est plus politiquement correct, comme le quai Richepance, devenu en 2004 quai Paul-Wiltzer), mais il faudrait aussi penser à réparer certains oublis totalement injustifiés et, concernant Adrian, c'est vraiment un cas d'espèce ! Ce ne serait que justice, d'autant qu'il n'y a aucune rue Adrian en France. ■